

HOTLINE 321

Mieux planifier les activités agricoles P8



MAHAVOKATSE

NUMERO

03

DECEMBRE 2020



MAEP
**LA RÉFORME DU SECTEUR
PÊCHE SE POURSUIT**

P11



LA PEPINIÈRE D'ANTSIRABE



Production de plants fruitiers, caféiers, ornementaux et forestiers et de fleurs



Production de miels tropicaux
Ruches et fournitures pour l'apiculture
Formation, études et conseils
en arboriculture fruitière et en apiculture



Siège Social : Tsivatrnikamo P.K 3 (Enceinte FIFATA et CECAM) - Route de Betafo 110 ANTSIRABE
034 01 465 68 * 032 04 352 93 * 034 08 170 99 * 033 20 167 41
lapepinere@moov.mg Facebook : Pépinière Antsirabe Antsirabe Page : La Pépinière d'Antsirabe

Masomboly Katsaka IRAT 200

Voafantina sy
voamarina

Vokarin'ny:
AGRI MA
Vokatra mahomby



Semence certifiée
SOC 2020 FOFIFA

Tsinjarain'ny :

AGRI VET
Antoky ny vokatrao

LOT 01 A AMBOHIBAO
ANTANANARIVO 105
MADAGASIKARA

Mihaino
anao
032 11 381 15
034 07 748 16

Sommaire

6 ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION RIZICOLE

Construction de périmètres irrigués neufs et réhabilitation des existants

8 MAEP

" Quelle réforme pour le secteur bovin ? "

9 FIHARIANA

Appui à la filière miel à Manakara

12 AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Le MAEP soutient les pisciculteurs

13 BONGOLAVA

Le développement pour tous

20 PROGRAMME DÉFIS

Action contre le « KERE » Dans le Sud de Madagascar

24 PROSPERER

Promouvoir la chaîne de valeurs Maïs

25 FORMAPROD

Un jeune apiculteur qui gagne bien sa vie

28 PROJERMO

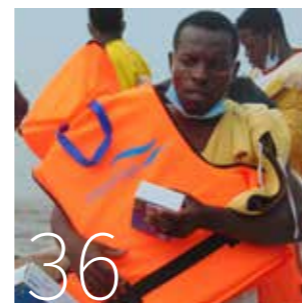
Le PROJERMO promet le décollage des régions Bongolava et Amoron'i Mania

34 FONDS DE L'ÉLEVAGE (FEL)

Mise en place d'un abattoir aux normes à Tsiroanomandidy

36 SWIOFISH 2

Cap vers la sécurité des petits pêcheurs maritimes



EDITO

Chers acteurs engagés du secteur Agricole,

Alimentation et santé, tels ont été les maîtres mots de l'année 2020. Malgré la crise de Covid19, les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs, premiers maillons de la chaîne alimentaire, se sont mobilisés avec énergie et détermination pour nourrir la population.

Des expériences très valorisatrices du travail agricole. Elles nous ont permis de mieux orienter nos stratégies pour rendre ce secteur performant à contribuer pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des Malagasy. Grâce aux efforts combinés et à l'appui de nos partenaires, des actions de relance conséquentes de la production post-Covid et de renforcement de la résilience du secteur agricole ont été engagés.

Avec le Gouvernement, et vous tous, l'ensemble des parties prenantes, nous gardons les missions d'intérêt général : l'autosuffisance alimentaire, la modernisation du secteur Agricole et l'exploitation durable et rationnelle des ressources halieuti-ques pour alimenter les fonds souverains.

2021 sera l'année de mise à l'échelle des grands chantiers engagés. Nous planifions ensemble l'aménagement de nouvelles superficies et modernisation des infrastructures de production, l'octroi de titres verts et réinsertion des ménages vulnérables, la mise en place des zones d'Émergence agricole pour favoriser l'installation des grands investisseurs. Nous nous exercerons pour le développement des filières à forte valeur ajoutée, la promotion de cadre de protection et d'accompagnement pour les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs à l'aide des innovations technologiques.

2021 verra la concrétisation de nos efforts contre le Kere et les autres formes de malnutrition ou dénutrition. Nous multiplierons les actions pour un changement profond de la situation alimentaire face aux effets négatifs des aléas climatiques.

Vous êtes notre collaborateur, notre partenaire et nous sommes toujours à vos côtés. Donnons-nous les moyens d'atteindre ces énormes défis, au nom de l'Émergence agricole de Madagascar.

Ensemble, à tous les niveaux, réunissons nos expériences et nos ressources pour accomplir une profonde transformation du secteur Agricole. Saisissons ces opportunités d'évoluer dans le cadre établi de la Politique Générale de l'État et le Plan Emergence Madagascar.

Agissons ensemble pour notre souveraineté alimentaire et pour l'émergence d'un secteur Agricole moderne à Madagascar



Monsieur Fanomezantsoa Lucien
RANARIVELO

**Ministre de l'Agriculture, de
l'Élevage et de la Pêche**

EDITION MADAWORK

Rédaction : Direction de la Communication et du Système d'Information MAEP

2500ex - Infographiste : Bast RABOTOVAO - Régie Publicitaire : MADAWORK

Collaborations & Crédits photos : MAEP- MADAWORK

Contact : 034 39 111 55 / madawork6@gmail.com

MIEUX PLANIFIER LES ACTIVITÉS AGRICOLES GRÂCE À LA HOTLINE 321

Le changement climatique est une réalité qui oblige les producteurs à modifier et à leurs pratiques culturales. Pour les accompagner dans ce changement et pour améliorer leur résilience, le MAEP, la FOFIFA et la Direction Générale de la Météorologie, appuyés par Projet Adaptation des chaînes de valeur agricoles aux changements climatiques (PrAda) qui est un projet mandaté par le Ministère Fédérale de la Coopération économique et du développement de la République Fédérale d'Allemagne, ont développé depuis 2019, sur la Hotline 321, des produits d'information et de prévision agrométéorologiques.

Quel calendrier cultural adopter pour une spéculation donnée dans une région en particulier ? Quels risques climatiques anticiper ? ... Autant d'informations d'aide à la décision sont actualisées chaque année et rendues accessibles en langue locale et en temps réel, dès le début de la grande campagne agricole, par simple appel téléphonique. L'objectif étant d'améliorer les capacités des producteurs à planifier leurs activités en fonction des paramètres climatiques en perpétuel changement.

Comment ça marche ?

Les appels sont gratuits 6 fois par mois via le numéro 3-2-1 pour les abonnés Airtel et facturés à 200ar à partir du 7ème appel. Les abonnés d'autres opérateurs auront à composer le 033 33 00 321 et seront facturés en tarif d'appel normal.

Parmi le vaste panel d'informations proposées sur la hotline, celles concernant le domaine agricole occupent un menu entier. Les calendriers culturaux et les itinéraires techniques à suivre se situent en sous-menu n°1.

Ils ont été développés pour cinq (5) spéculations pluviales, à savoir : le Riz pluvial sur bas fond et riz pluvial sur plateau, le Maïs, l'Arachide, le Gingembre, et le Haricot. D'autres sous-menus concernent les techniques d'amélioration culturale et de gestion des stocks, les différents risques climatiques sur les cultures, etc. L'actualisation des messages se fait sur la base des nouvelles prévisions météorologiques et des pratiques recommandées par les techniciens.

Jusqu'ici, environ 1,8 millions interactions avec les différents contenus sur la hotline ont été enregistrées. Une initiative innovante cadrée à la vision transformationnelle de l'Agriculture poursuivie par le MAEP pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et la modernisation du secteur Agricole à Madagascar.



" QUELLE RÉFORME POUR LE SECTEUR BOVIN ? "

Le zébu occupe une place importante dans la vie économique et sociale à Madagascar. C'est aussi la première source de protéine animale dans le pays. Depuis une dizaine d'année, force est de constater une baisse du cheptel s'expliquant essentiellement par la recrudescence du vol de zébu mais aussi par une dégénérescence génétique de la race bovine.

Un système par boucle infalsifiable pour la traçabilité, l'identification et le suivi sanitaire

Outre la géolocalisation par l'implantation de bolus électronique lancé en 2019 et qui est actuellement en cours de mise en œuvre après quelques mois d'expérimentation, ce nouveau système national permet de contrôler, d'enregistrer et de retracer les événements de la vie de chaque animal, ses mouvements entre sites, les transactions le concernant, ses vaccinations, de la naissance jusqu'à l'abatage. Il apporte également les informations nécessaires et une preuve des activités sanitaires réalisées sur chaque bovin. Constitué d'un livret d'exploitation, de boucles infalsifiables avec code d'identification unique et d'un système de gestion d'une base de données nationale, le système sera testé dans les régions Anosy, Androy, Ihorombe et Atsimo Andrefana. La phase pilote vise la pose de 100 000 boucles dont 5 000 dès 2021 dans les districts de Fort Dauphin, Bekily, Ambovombe, et Tsihombe.



Projet FANORO : AMÉLIORER LA RACE LAITIÈRE PAR INSÉMINATION ARTIFICIELLE

L'amélioration du gabarit du cheptel bovin et de la capacité de production laitière se poursuit à travers l'amélioration de l'alimentation animale par la promotion de la culture fourragère comme l'herbe magique JUNCAO, mais aussi à travers le système d'amélioration génétique par insémination artificielle. Dans ce second volet, le MAEP, à travers son centre FIFAMANOR, a signé en décembre 2020, un partenariat tripartite avec le Programme présidentiel FIHARIANA et la société SOCOLAIT.

Le Projet FANORO ou « Fanatsarana ny omby vavy be ronono » répond à deux promesses présidentielles : la promotion de l'industrie au niveau des régions et l'autosuffisance alimentaire. Une production de 6 000 000 de litres de lait est prévue d'ici 3 ans pour les régions Analamanga et Vakinankaratra. A terme, il



s'agira de combler un gap de production de 80 millions de litres de lait/an.

Cela à travers l'amélioration de la race laitière par diffusion du progrès génétique qui sera assurée techniquement par le FIFAMANOR. Au total, 20 experts inséminateurs ont été formés par le centre qui va aussi fournir des semences de race pure de pie rouge norvégienne.

Le projet FIHARIANA, à travers un financement de l'ordre de 300 millions d'ariary, va permettre pour sa part l'acquisition de 20 kits d'insémination artificielle et de semences de pie rouge norvégienne pur. La société SOCOLAIT, quant à elle, se charge de l'encadrement technique des éleveurs touchés par ce projet et l'achat de totalité de la production laitière.



Dès janvier 2021, 3 000 vaches laitières seront à inséminer, sélectionnées parmi les 8 000 têtes recensées dans les régions Analamanga et Vakinankaratra. Une vache laitière pourrait ainsi produire 20 Litres de lait par jour pendant 9 mois.

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Lucien Ranarivelo, a souligné l'importance du programme Fihariana dans le développement du milieu rural du fait qu'un grande partie de son financement est allouée aux trois secteurs stratégiques pour le pays qui sont l'agriculture, l'élevage et de la pêche. « Mis à part cet appui du programme Fihariana à la filière or blanc, l'Etat importera entre-temps plus d'un millier de vaches laitières », a-t-il souligné.

FIHARIANA : Appui à la filière miel à Manakara



A terme, 160 tonnes de miel liquide seront attendues à la prochaine saison à Manakara, dans la région Vatovavy Fitovinany. L'extension de la miellerie Saint Joseph, une unité de conditionnement du miel produit par les apiculteurs issus de 18 communes de Manakara, a été inaugurée par le Président de la République, Andry RAJOELINA le 9 octobre 2020.

Fruit du partenariat entre le Programme présidentiel Fihariana et les opérateurs économiques locaux tels que la société "Senteurs et Saveurs de Madagascar", le projet vise à rehausser la qualité produite et à satisfaire la demande croissante sur le marché international. Plus de 560 emplois seront créés pour les apiculteurs. Le programme Fihariana à travers le projet Soatantely a fourni l'appui financier et les formations pour les 188 apiculteurs locaux dont la récolte est de 3 fois par an. 3 760 ruches d'une capacité de 600 litres ont été financés.

A noter que sur le plan international, le miel de litchi produit localement par l'entreprise La Compagnie du miel, a été le médaillé d'or du prix Épices de l'épicerie fine 2020. Un prestigieux concours organisé par le magazine professionnel Le Monde de l'Épicerie Fine qui s'est déroulé le lundi 19 octobre à l'Hôtel Fauchon, place de la Madeleine à Paris.

AMÉLIORATION DE LA RACE PORCINE À MADAGASCAR

Le MAEP poursuit la dotation de porcelets reproducteurs aux éleveurs de porcs professionnels. Au mois de novembre, 42 porcelets reproducteurs de race « Landrace » et « Large white » pouvant produire chacun jusqu'à 18 descendants ont été dotés dans la région Analamanga. Le projet a commencé en 2019 avec la dotation de 200 autres porcelets reproducteurs dans les régions Itasy, Analamanga, Bongolava, Vakinankaratra et Menabe. L'objectif étant d'améliorer la progéniture et de promouvoir la production porcine à Madagascar. Plus de 60 000 porcs reproducteurs sont inscrits au programme du MAEP.



UNE PLATEFORME NATIONALE POUR PROMOUVOIR LA FILIÈRE POULET GASY



La filière avicole malgasy a connu une croissance de seulement 10% durant ces dernières années. Madagascar élève actuellement près de 30 millions de volailles mais 5 millions de poulets gasy seulement sont produits chaque année.

Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, le MAEP veut doubler ce chiffre par la mise en place d'une plateforme nationale « poulet gasy » rassemblant tous les acteurs tels

que les éleveurs, les organismes de recherche mais aussi les opérateurs en aval comme les charcutiers, les enseignes de grande distribution ou encore les institutions de formations. L'idée est de mieux structurer la filière, fixer les normes et professionnaliser les éleveurs de manière à améliorer leurs revenus, mais aussi d'accroître la confiance du consommateur en ce qui concerne la viande de poulet autochtone.



AMPA

AMPA

- Appui aux aquaculteurs et petits pêcheurs
- Promotion de l'accès au marché des produits halieutiques
- Facilitation de l'accès aux matériels et équipements de pêche et aquaculture
- Promotion du Groupe d'Epargne Communautaire « V.O.A.MA.MI. »



📍 Lot Près II A 122 Nanisana - Antananarivo 101
☎️ +261 34 05 579 89
@ : ampa.mrhp@gmail.com

MAEP : LA RÉFORME DU SECTEUR PÊCHE SE POURSUIT



La crise du Covid-19 a provoqué un ralentissement des activités au sein du secteur pêche en raison des restrictions de déplacement et des mesures de confinement adoptées par les pays importateurs de produits halieutiques. Néanmoins, les redevances collectées ont été nettement en hausse par rapport aux précédentes années, sans doute favorisée par les efforts d'amélioration de la gouvernance du secteur déployés par l'Etat Malagasy à travers le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

HAUSSE DES REDEVANCES COLLECTÉES EN 2020

Si le pays a délivré moins de permis de collecte, 1 424 cette année contre 1 567 en 2019 et 1 503 en 2018, puis exporté 2 200 tonnes de crabes (transformés et vivants) cette année contre 3 000 tonnes chaque année, du côté des recettes, Madagascar a réussi à collecter 1,5 milliard d'ariary de redevances de pêche contre 1,3 et 1,2 milliard d'ariary respectivement en 2019 et 2018.

UN GUICHET UNIQUE POUR LE TRAITEMENT DES PERMIS DE COLLECTE

Les efforts pour la transparence et l'amélioration des services publics se poursuivent au sein de la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture. Dès la prochaine campagne, un Guichet unique sera mis en place pour faciliter les procédures de demande et d'obtention de permis de collecte. Les demandes de renouvellement et de nouveau permis seront traitées du 15 décembre 2020 au 31 mars 2021 dans la salle 21 de la DGPA Ampandrianomby. Le non-respect des périodes de fermeture de pêche et de la taille des produits collectés notamment, entraînera entre autres la saisie de ces derniers, le retrait du permis de collecte ou même l'interdiction d'exercer. Et pour renforcer les contrôles dans les zones de pêche, cinq nouvelles antennes de suivi des activités sont en cours de mise en place.



DIRECTION GENERALE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

VELIRANO

"Vers l'autosuffisance alimentaire et l'émancipation de la production halieutique"



LA SÉCURITÉ EN MER DES PETITS PÊCHEURS N'EST PAS EN RESTE

Le MAEP, à travers le projet Swiofish 2 financé par la Banque Mondiale, suit de près la sécurité des pêcheurs traditionnels qui doivent s'aventurer au large pour pratiquer leurs activités. Une première vague de distribution de 3960 kits de sécurité en haute-mer a été réalisée, dont des gilets de sauvetage, des miroirs réflecteurs et lampes de poche étanche d'une autonomie de 6 à 10 heures. Les kits sont distribués aux petits pêcheurs formalisés. Les distributions se sont faites dans la zone BATAN au niveau de la baie d'Ambaro de Tsimipaïke d'Ampasindava et de Nosy Be, dans les districts d'Ambilobe, d'Ambanja et de Nosy Be, pour la région de DIANA, au niveau de la Baie d'Antongil (BA) pour la région d'Analanjoro incluant les districts de Maroantsetra et de Mananara Nord et au niveau de la région Melaky, dans les Districts de Maintirano, d'Antsalova et de Besalampy. Une deuxième vague prévoit encore la distribution de 11 000 kits de sécurité en mer.



Autosuffisance alimentaire : LE MAEP SOUTIEN LES PISCICULTEURS

Le MAEP, à travers la Direction d'appui au développement de l'aquaculture, veut favoriser la consommation d'aliments aquacoles et diversifier les sources de revenu des pisciculteurs grâce à une production aquacole plus performante. Différents appuis et accompagnements ont été adressés aux pisciculteurs au courant de l'année 2020 malgré la restriction des activités provoquée par la crise du Covid-19.

BOOSTER LA PRODUCTION D'ALEVINS

Rien que dans la région Analamanga, les appuis du MAEP ont permis la production de 10 millions d'alevins contre 7,3 millions en 2019. Mis à disposition des éleveurs de poissons en cage dans le cadre d'appuis post-covid19, ces alevins permettent en seulement 5 à 6 mois, d'obtenir des poissons pouvant atteindre 350g. Un processus de grossissement qui durait auparavant 8 à 10 mois. Notons que l'élevage de poissons en cage se pratique surtout dans les régions Analamanga, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, SAVA et Itasy. Cette année, 21 éleveurs de poisson en cage ont bénéficié de 20 600 alevins de Tilapia. Leur production peut atteindre jusqu'à 5,7 tonnes.



ANTALAHA : RÉHABILITATION DE LA STATION PISCICOLE ET LANCEMENT DES CARTES DE PISCICULTEURS

Réalisée sur budget propre de l'Etat à hauteur de 69 500 000 Ar, la station piscicole d'Andrakaraka à Antalaha a été réhabilitée après 20 années d'inactivité. Elle se compose de 10 bassins en étangs et de 5 bassins de stabulations répartis sur près de 18 ares, pour une capacité installée de 80 000 alevins d'au moins 15 à 30g par an. Cette station piscicole sera gérée par le service technique en charge de l'aquaculture du MAEP en étroite collaboration



avec la Fédération Régionale des Pisciculteurs de la SAVA. Par ailleurs, les pisciculteurs d'Antalaha ont été les premiers, sur le territoire national, à bénéficier de cartes de pisciculteurs pour la formalisation et le suivi de leurs activités.

APPUIS EN MATÉRIELS ET FORMATION

Cette année, à travers le projet Pêche et Aquaculture Durable à Madagascar du MAEP, financé par la Coopération allemande, 99 pisciculteurs ont bénéficié dans la région Analamanga de matériels de pêche et de protection aux normes dont entre autres des happas, des bacs pour alevins, sans oublier les nourritures pour les poissons. Des dotations destinées à augmenter le taux de survie des larves de poisson, à lutter contre les insectes et à terme et à viabiliser davantage leurs exploitations. Une femelle de 1kg peut désormais produire 50 000 à 100 000 alevins contre 30 000 en pisciculture traditionnelle. Par ailleurs, 120 pisciculteurs ont bénéficié de formations techniques et 6 champs écoles en pisciculture sont en cours d'installation.



BONGOLAVA : LE DÉVELOPPEMENT POUR TOUS



En tant que coach du Bongolava, le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Lucien RANARIVELO, s'est rendu au chevet des sinistrés de l'incendie survenue dans l'après-midi du 22 octobre 2020 dans le fokontany de Mahajebly, district de Fenoarivobe. Il a ensuite effectué, du 26 au 28 novembre 2020, une mission d'aide et d'accompagnement de la région dans son avancée vers le développement.



APPUI POUR LA SURVIE ET LA PRODUCTION RIZICOLE A MAHAJEBY

74 maisons réduites en cendres, 365 sinistrés et 210 millions d'Ariary de pertes. Tel a été le bilan de l'incendie qui a causé la destruction quasi-totale des biens de la population de Mahajebly, mettant en péril leur subsistance. L'Etat n'est pas resté insensible face à ce drame et a fait apporter son appui aux sinistrés par le biais du ministre coach, accompagné du Gouverneur de la région, le Général RAMIRAMANANA Joseph et du Député élu à Fenoarivobe, RANDRIANARISOA Bien-Aimé Arsène. Il s'agit de matériels de secours comprenant des vivres dont 5 tonnes de paddy, 80 litres d'huiles de table, 50 cuvettes, 20 sceaux et 10 balles de vêtements. Des aides ont également été apportées pour appuyer la production agricole dont 1 500kg de semences de riz irrigués X265, des semences de riz pluvial B22, 1 100 kg de Nerica 4, des semoirs et sarcluses. Le MAEP est en œuvre afin d'accompagner techniquement les producteurs.

UNE DÉLÉGATION À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE LA POPULATION

« Aucune région ni district ne sera laissé pour compte », comme l'a promis le Président de la République Andry RAJOELINA en s'engageant à rattraper les 20 ans de retard de développement à Madagascar. Accompagné de ses collaborateurs, du Gouverneur

de la région, le Général RAMIRAMANANA Joseph et du Député élu dans le district même, RANDRIANARISOA Bien-Aimé Arsène, le Ministre s'est rendu une deuxième fois dans la région Bongolava. La mission a eu lieu dans six communes du district de Fenoarivobe à savoir Morarano Marotapona, Firavahana, Mangatany, Fenoarivobe, Ambatomainty Atsimo et Ambohitromby. A travers des séances de consultations et d'échange avec les acteurs de développement local, la délégation a été à l'écoute des difficultés et obstacles auxquels la population est confrontée.

L'occasion, pour le Ministre d'apporter ses réponses aux besoins du secteur Agricole, tels que l'appui en semences et engrais, la construction et réhabilitation de barrages agricoles, l'appui en techniques de production améliorées. Les autochtones ont d'ailleurs salué les travaux d'engrègement réalisés à travers le PROJERMO si l'on ne cite que les 165 Km de pistes rurales réhabilitées à Fenoarivobe et Tsiroanomandidy, la rénovation et construction de 22 barrages pouvant désormais irriguer 2 000 ha de périmètres, ou encore les milliers d'hectares de zones d'urgence agricoles délimitées et réparties en lotissements pour les futures jeunes entreprises rurales.

La délégation étatique n'y est pas allée les mains vides. Des kits d'éclairage solaires ont été dotés aux communes ainsi que des vivres pour les sinistrés d'incendies dans le fokontany d'Antsahanavony et d'Ambalataretra de la commune d'Ambohitromby.



LE PAPRIZ 2 SE TERMINE AVEC DES RÉSULTATS POSITIFS ET LE NOUVEAU PROJET PAPRIZ DÉBUTE

La production rizicole à Madagascar pour cette année 2020 a atteint 4 680 630 tonnes contre 3 722 304 tonnes en 2015, soit environ 2 400 000 tonnes de riz blanc. Une hausse à laquelle le projet PAPRIZ 2, sous tutelle du MAEP et financé par la JICA, a contribué.

Avec pour objectif d'améliorer la production de riz et la gestion des bassins versants, ce projet a travaillé dans 11 régions d'intervention et a permis un rendement de plus 5 tonnes à l'hectare contre 2,45 tonnes par hectare quelques années auparavant. La cérémonie de clôture a eu lieu au mois de novembre de cette année.

En 5 ans, le projet PAPRIZ 2 a permis de former plus de 33 455 familles d'exploitants, réparties sur 11 régions. Il a développé un paquet technique de la culture du riz irrigué comprenant l'utilisation des semences de qualité, les techniques culturales, l'utilisation des petits matériels agricoles et le calcul économique de rendement. Le paquet technique étant diffusé sous forme de

manuels et de dépliants en vue de vulgariser les savoirs faire en riziculture de manière efficace à l'endroit des paysans par les soins d'agents vulgarisateurs, notamment 42 Maîtres Formateurs, 243 PAPRIZ Formateurs et 1603 Paysans Formateurs.

Et selon l'enquête d'évaluation finale du Projet, après les formations, 50% des exploitants qui ont mis en œuvre la technique PAPRIZ ont aussi adopté les techniques de protection de bassins versants et périmètres irrigués.

L'objectif global est atteint dans l'ensemble à Madagascar, le Japon renforce son appui au développement de la filière rizicole à travers un nouveau Projet signé quelques mois auparavant et qui va étendre l'envergure du Projet PAPRIZ dans les 22 Régions de Madagascar. Le nouveau Projet PAPRIZ assurera la continuité des activités de vulgarisation de la technique tout en mettant l'accent sur l'industrialisation de la filière, le renforcement de capacité et l'organisation des paysans, ainsi que l'accès aux semences de qualité et la mécanisation agricole.



Ministère de l'Economie et des Finances

PROGRAMMES / PROJETS UE DANS LES SECTEURS DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT À MADAGASCAR

Dans cette édition, les résultats de la collaboration efficace entre le Maître d'Ouvrage (Ministère de l'Economie et des Finances accompagné par son bureau d'appui (Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure ou BACE), les Maîtres d'Œuvre (MAEP et MEDD) et la Délégation de l'Union Européenne nous seront présentés.



Rattaché au Secrétaire Général (Ordonnateur National suppléant) au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances, le BACE veille à la coordination, à la promotion et au suivi des programmes financés par l'UE à travers le Fonds Européen de Développement (FED).

En intervenant dans toutes les phases du projet/programme, allant de l'identification à la mise en œuvre jusqu'à la clôture, il assure le rôle d'interface de la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar et de catalyseur entre les différents Ministères concernés, à travers les axes d'intervention de la coopération.

Un aperçu des avancements des programmes, du secteur développement rural, gérés au niveau du BACE sont présentés ci-dessous, dont : le programme RINDRA, AFAFI-Nord, AFAFI-Sud.

Dans le cadre de la coopération Madagascar - Union Européenne, le Ministre de l'Economie et des Finances assure la fonction d'Ordonnateur National (ON) du Fonds Européen de Développement (FED) accompagné par son bureau d'appui (Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure ou BACE). Le BACE a pour principale mission d'apporter des conseils et un appui à l'ON, par rapport aux instruments de financement de l'Union Européenne. L'objectif est de contribuer à la mise en place d'un développement socio-économique, favorable à l'ensemble de la Population Malgache.

Contacts :
 • Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) :
 info@bace.mg
 Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52



PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL VERS LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSILIENCE AGRICOLE

L'Agriculture constitue un secteur vital pour l'économie malgache vu que la grande partie de la population travaille dans ce domaine. L'appui au secteur rural est, en effet, l'un des principaux leviers au développement économique du pays.



Lancement officiel du projet FANDROSO 04/11/20

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Renforcement Institutionnel vers le Développement de la Résilience Agricole (RINDRA), le projet FANDROSO a été récemment mis en place. Le projet de « Financement des Appuis Normalisés pour le Développement et le Renforcement des Organisations de producteurs afin de faciliter l'accès aux Services agricoles et d'œuvrer à la modernisation de l'agriculture » (FANDROSO) est le résultat d'une collaboration entre la Délégation de l'Union Européenne et le Fonds de Développement Agricole (FDA), concrétisé par la signature d'un Contrat de Subvention, en date du 09 juillet 2020, pour un montant total de 20 526 315 euro (soit environ 91 milliard d'Ariary).

Sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), ce projet cible les Porteurs de Projet (producteurs individuels et membres des groupes de producteurs, coopératives ou autres organisations de producteurs formelles et de leurs unions et fédérations, Organisations Paysannes régionales, nationales / filière) et le dispositif FDA/FDAR (Fonds de Développement Agricole/ Fonds de Développement Agricole Régional). Le résultat attendu est le financement d'environ 4 000 projets avec 250 000 Exploitants Agricoles Familiaux bénéficiaires dont 50% de femmes et 40% de jeunes.

L'objectif spécifique du projet est que, à travers les 22 régions du pays et dans chaque subdivision du territoire national des secteurs Agriculture, Élevage et Pêche, tant pour les hommes que pour les femmes et les jeunes, le FDA finance des projets de qualité, portés par les producteurs et répondant à leurs besoins. Les résultats attendus sont : i) Le dispositif FDA/FDAR (Fonds de Développement Agricole/ Fonds de Développement Agricole Régional) soit opérationnel dans chacune des 22 régions du pays et l'extension du dispositif du FDA soit effective dans les 22 Régions. Actuellement, le dispositif est présent dans 16 régions à travers les FDAR (dont deux FDAR disposant d'équipes incomplètes) ; ii) La performance du FDA est améliorée dans un contexte d'augmentation des volumes financiers à gérer.

La cérémonie de lancement officiel du Projet FANDROSO, projet cofinancé par l'Union européenne s'est tenue le 03 novembre 2020 à l'hôtel Cartlon Anosy en présence de SEM Giovanni DI GIROLAMO, Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, de Monsieur Richard RANDRIAMANDRATO, Ministre de l'Économie et des Finances, Ordonnateur National du FED, et de Monsieur Lucien RANARIVELO, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Contacts :

• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg, Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52

• Unité de Gestion du Programme RINDRA : ugprindra@gmail.com
• Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural : DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu



PROGRAMME D'APPUI AU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE ET AUX FILIÈRES INCLUSIVES DANS LE NORD DE MADAGASCAR

RÉGION DIANA REMISE EN ÉTAT DU RÉSEAU HYDROAGRICOLE DE LA BASSE MAHAVAVY DISTRICT AMBILOBE



Le district d'Ambilobe, dans la région DIANA, est surtout connu pour son potentiel dans la production de riz et de canne à sucre. Le périmètre irrigué de la Basse Mahavavy d'une superficie exploitable de 18.000 hectares, bénéficie d'un financement de l'Union européenne à travers le programme AFAFI-Nord.

Les travaux urgents d'un montant total de 800 000 € pour la remise en état de ce périmètre par l'entreprise CGC sont prévus de commencer en décembre 2020. Ces travaux permettront d'atténuer l'entrée des crues et des sables de la Mahavavy vers le réseau hydro-agricole, de résoudre le problème de verrou hydraulique du réseau principal, et d'améliorer la gestion et le partage de l'eau au niveau de la zone stratégique d'Ambinanitelo.

Tout en améliorant la productivité des cultures de canne à sucre et de riz, ces travaux permettront :

- ▶ D'augmenter la capacité du réseau d'irrigation avec un débit qui passera de 11 m³/s à au moins 13 m³/s ;
- ▶ De maintenir en fonction/en état la surface irriguée de 5 646 ha et d'envisager une extension des surfaces cultivables d'au moins 500 ha sur les parties aval ;
- ▶ D'atténuer les conflits d'usage de l'eau entre l'entreprise SUCOCOMA et les paysans, et entre les paysans eux-mêmes, en permettant l'irrigation de canne à sucre en milieu paysan ;
- ▶ De sécuriser le périmètre contre les crues de la Mahavavy et l'ensablement.

Depuis 2018 et jusqu'en 2022, le programme AFAFI-Nord finance, à travers une assistance technique apportée par le bureau d'études BRL, un appui à la Structure Commune de Gestion (SCG) dans la gestion du réseau hydroagricole de la Basse-Mahavavy pour un montant total de 800 000 €.



PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Le projet AFAFI-Nord-AF, mis en œuvre depuis 2018 par le Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement PAGE2 de la GIZ dans le district d'Ambilobe à travers un contrat de délégation de 8 000 000 € avec le programme AFAFI-Nord, a pour objectif la promotion et le développement des chaînes de valeur agricoles et forestières ainsi que le renforcement de la gestion et de la restauration des ressources naturelles.



Femme travaillant le Foyer Amélioré en argile -PAGE2

Le projet intervient à travers les deux composantes suivantes :

- ▶ **Composante 1 :** Augmentation de la productivité et de la rentabilité des chaînes de valeur anacarde, miel, baie rose, moringa, charbon « vert » et foyers améliorés, afin de contribuer à l'augmentation des revenus des ménages et des entreprises bénéficiaires sur les plaines de la basse Mahavavy.
- ▶ **Composante 2 :** Renforcement de la pérennité des chaînes de valeurs agricoles et forestières par une meilleure gestion des ressources naturelles en vue d'assurer la durabilité des revenus des ménages et contribuer à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique le long de la haute Mahavavy.

À travers les interventions du projet, différentes initiatives ont été mises en œuvre afin d'améliorer les revenus des communautés rurales vivant en périphérie des aires protégées, à travers la promotion et le développement de ces chaînes de valeur, afin que les communautés rurales soient davantage motivées et impliquées dans la protection des ressources naturelles, plus particulièrement forestières, et dans la réduction des pressions sur l'environnement.

Une analyse des maillons et acteurs pour chaque chaîne de valeur a été réalisée depuis la production jusqu'à la consommation selon l'approche Value Links.

Contacts : • Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg, Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52

• Unité de Gestion du Programme AFAFI-Nord : ucgp.afafinord@gmail.com

PROGRAMME D'APPUI AU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE ET AUX FILIÈRES INCLUSIVES DANS LE SUD ET LE SUD-EST DE MADAGASCAR



SÉLECTION DES SITES TERROIRS

Durant le 1er semestre 2020, les Partenaires de mise en œuvre de la Composante 2 « Nutrition et Sécurité Alimentaire » (N&SA) (cf carte des 35 communes touchées par cette composante) ont procédé à la sélection des sites terroirs prioritaires, où se concentreront les interventions du programme (nutrition, infrastructures, diversification agricole...).

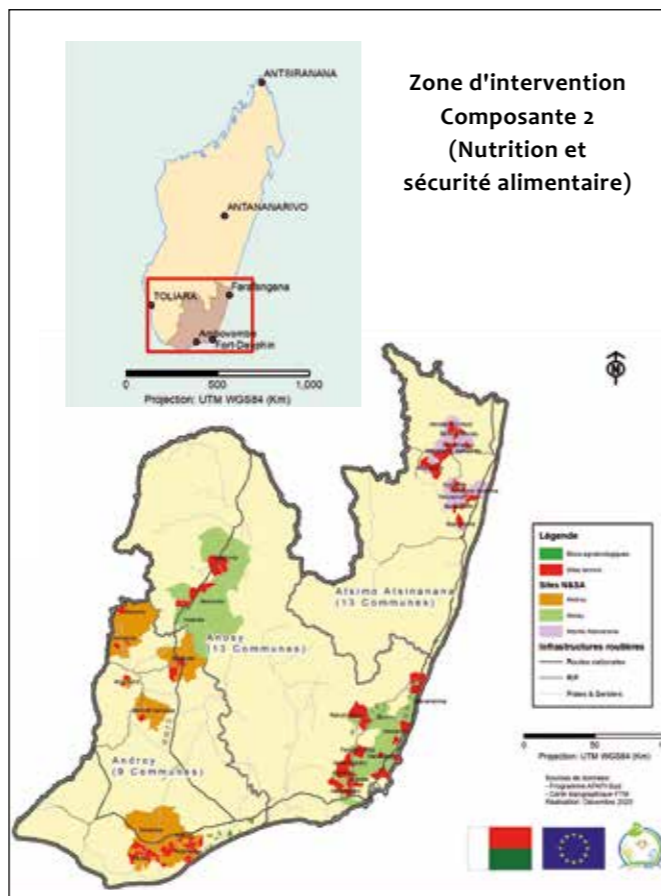
Ce site terroir ne se limite pas à un espace géographique ou politique mais fait également référence à des configurations économiques et socio-culturelles. Ce site est circonscrit par des frontières (Fokontany FKT/Villages) et/ou des délimitations physiques (ex. rivières, bassins versants...) et n'est pas figé : il porte des dynamiques sur le plan environnemental, économique et social.

La proposition de liste définitive des fokontany/Villages constitutifs des sites terroirs d'intervention du programme AFAFI Sud a été arrêtée à l'issue de quatre ateliers tenus au niveau des districts (Farafangana le 15 juin, Tsihombe le 16 juin, Bekily le 18 juin et à Taolagnaro le 30 juin) avec la participation des Collectivités Territoriales Décentralisées (les Maires et les Gouvernorats), des Services Techniques Décentralisés (les Directions Régionales de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche; les Directions Interrégionales de l'Environnement et du Développement Durable; les Directions Régionales de l'Eau, de l'Aménagement Hydroagricoles; des Offices Régionaux de la Nutrition), et du Tranoben'ny Tantsaha Régionales (TTR).

Les sites terroirs sélectionnés et validés regroupent 122 Fokontany parmi les 35 communes ciblées par le programme AFAFI Sud, pour une population estimée de 172 000 personnes, dont 26 600 enfants de moins de 5 ans; répartis dans 860 villages. La surface des Sites terroirs est estimée à 121.000ha.

Le programme AFAFI-Sud cherche à contribuer à la réduction de la pauvreté et à améliorer durablement la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des populations rurales (notamment les femmes) dans les trois régions du Sud et du Sud-est de Madagascar. Le programme est mis en œuvre sur une période de 6 ans à compter du 10 avril 2018 et est cofinancé par l'Union européenne et le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement allemand (BMZ).

Ce programme cible environ 250.000 personnes (dont 42.000 ménages) concentrées sur 4 zones agroécologiques. Il s'inscrit dans la continuité des programmes précédents de sécurité alimentaire et de nutrition mis en œuvre par l'Union européenne au cours des cinq (5) dernières années dans ces régions.



LE PROJET ADAPTATION DES CHAINES DE VALEURS AGRICOLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PRADA)

La majorité des vivres de la population Malagasy dépend des ressources naturelles. Pourtant, Madagascar est fortement exposée aux aléas climatiques tels : l'augmentation de la température moyenne, les fortes pluies torrentielles et les inondations à la sécheresse.

Actuellement, le secteur agricole représente 29,1 % du PIB du pays, où 80 % des Malagasy y travaillent et où plus de la moitié sont des femmes.

Malheureusement, ils ne sont pas assez professionnalisés. Une des raisons pour laquelle la plupart des agriculteurs sont pauvres car la majorité de leurs revenus est dédiée aux dépenses quotidiennes. Dans le cas du sud et sud-est de Madagascar, les agriculteurs sont isolés et produisent peu. Il y a peu d'entreprises de transformation et de commerce dans ces régions. Par manque d'information, ils demeurent dans le secteur informel; ce qui les empêche de se projeter sur des investissements à long terme. C'est dans ce contexte que le projet PrAda œuvre.

Le projet intervient dans les régions Anosy, Androy et Atsimo Atsinanana et travaille pour l'amélioration des conditions de vie économique des Malagasy.

Concrètement, beaucoup de Malagasy, dans le sud, aimeraient avoir des informations agro-météorologiques pour y adapter leurs activités économiques ou avoir des produits d'assurance risques climatiques afin de protéger leur investissement. Les chaînes sélectionnées nécessitant des appuis sont : arachide, gingembre, miel, oignon, pêche maritime, et la filière d'épices dont le café, le girofle, le poivre et la vanille. PrAda, mis en œuvre par la GIZ, est mandaté par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) de l'Allemagne, et cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre du programme AFAFI Sud.

PrAda goes digital ! Digitaliser les services agricoles dans les zones enclavées est possible

Le changement climatique a un impact grandissant sur les moments optimaux pour, par exemple, le semis, l'irrigation et la récolte. Il est donc nécessaire que les agriculteurs adaptent leurs activités à ces conditions climatiques changeantes. Des calendriers culturaux qui sont actualisés périodiquement peuvent les aider à décider à quel moment une activité doit être effectuée. Dans le but de rendre effectif l'accès des populations rurales à ces calendriers culturaux, les calendriers culturaux sont mis à la disposition des agriculteurs en forme de messages vocaux sur la hotline 3-2-1 « Tolotra mandroso ».

Depuis son lancement, le 05 Juillet 2019 jusqu'au 31 Août 2020, 733 970 interactions ont été enregistrées. On pourrait encore trouver d'autres contenus concernant l'Agriculture, la gestion financière, et les jeux éducatifs etc. élaborés par PrAda et ses partenaires, sur la hotline où chacun est invité à suivre les instructions dont les suivantes :



Ensemble contre la varroase. Un bon travail a été fait dans la Région Anosy et Atsimo Atsinanana.

« *Varroa destructor* » c'est une espèce d'acariens parasites attaquant l'abeille adulte ainsi que les larves et les nymphes. Dans la région Anosy et Atsimo Atsinanana, la prolifération de cet acarien dans tous les bassins de production de miel présente un risque considérable sur le devenir de la Chaîne de valeur. Ensemble avec la DRAEP et le Réseau Epidémio de Surveillance (RES), environ 789 ruches dans le district de Farafangana et 2 951 ruches dans le district de Taolagnaro ont été traitées contre le varroa.



Contacts :

- Unité de Coordination et de Suivi du Programme AFAFI Sud – Coordinateur : miandra.rabesalama@gmail.com
- Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg
- Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52
- Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural : DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu





ACTION DU PROGRAMME DEFIS CONTRE LE « KERE » DANS LE SUD DE MADAGASCAR



Récolte riz Ebelo

Construction et réhabilitation des barrages

Pour une autosuffisance alimentaire, DEFIS participe à la construction et à la réhabilitation des barrages hydro-agricole. 10 périmètres totalisant 2500 ha sont en cours d'achèvement dans le sud afin d'améliorer la productivité et le rendement rizicole. Ceci permettra de produire 12 000 T de paddy en plus.



Bâche PI Tsimanangy



KIT SMI

Une innovation pratiquée pour la gestion rationnelle de l'eau. 30 sites équipés de KIT SMI (Système de Micro Irrigation goutte à goutte) installés par le Programme DEFIS, permettant à la population dans le Sud de pratiquer une culture contre saison comme les CUMA, des légumineuses,... nécessaire pour la diversification alimentaire et source de nourriture en période difficile. Ce sont aussi une source de revenus pour les paysans.



KIT SMI d'Apakaramabo dans la district de Bekily



REEPS 30 m3 de Maroalomainty dans la District d'Ambovombe, région Androy

REEPS

DEFIS contribue à la lutte contre la sécheresse dans le sud par la mise en place d'un réservoir d'eau enterré plein de sable ou (REEPS). C'est une nouvelle technique pour récupérer l'eau de pluie, et la rendre réutilisable. Alimenté au période de pluie, il constitue un véritable réservoir d'eau pendant la période sèche. Actuellement, 7 REEPS de 500m³, utilisé pour l'activité agricole mais aussi pour le besoin de la population sont déjà installés.



Unité semi-industrielle de GARI en 3D Ambovombe



Unité de tranformation GARI Beabo



LE GARI

Une farine à base de manioc est riche en amidon et en fibres. Il contient de protéines et d'autres vitamines. C'est une technique de transformation du manioc permettant de le conserver pendant une longue durée. Une fois transformée, c'est un produit qu'on peut conserver jusqu'à deux à trois ans environ. Pratiqué dans les régions Anosy et Androy pour la lutte contre le « Kere » et utilisé notamment pour approvisionner la Banque Alimentaire du PAM, 13 petites unités de transformation de GARI ont été mise en place et une unité semi-industrielle est en cours de construction à Ambovombe.



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Programme USAID Hay Tao

La région Vatovavy Fitovinany, comme toute la zone Est de Madagascar abrite des écosystèmes variés et une biodiversité particulièrement riche mais qui sont soumis à diverses pressions : déforestation, érosion, ... perdant plus de 10% de la couverture forestière en 10 ans¹. Par ailleurs, la pauvreté touche 9 ménages sur 10 avec un revenu de moins de 1 dollar par jour². C'est dans ce cadre que l'entreprise sociale et de conservation SoavAgri, met en relief le fruit de son travail en appui aux ménages vulnérables du district de Manakara.



L'entreprise sociale et de conservation SoavAgri POUR LA PROMOTION DE LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE AU NIVEAU LOCAL



SoavAgri se focalise sur la gestion durable des ressources naturelles, l'exploitation des plantes aromatiques, et la création d'emploi pour les communautés locales. SoavAgri fait partie d'une plateforme nationale d'entreprise sociale et de conservation dont la mise en place a été appuyée par le programme USAID Hay Tao.

A travers cette plate-forme, tous les acteurs du secteur public et privé coordonnent leurs actions tout en élaborant le cadre permettant un environnement favorable à l'entreprise sociale et de conservation à Madagascar.

Des lianes de vanille de SoavAgri fournies aux collectivités, coopératives ou secteur privé locaux

Distinguée en 2019 parmi les 30 meilleures petites entreprises de l'Océan Indien à travers le Forum International Jeunesse et Emploi Verts, SoavAgri produit de jeunes plants de rente tels que le café, le cacao, le girofle, la cannelle, l'ylang ylang, et distille des huiles essentielles de niaouli, de girofle et de ravintsara. L'entreprise produit également du miel de macaranga (« *mokarana* » en malagasy), de niaouli et de litchi. Créée par Herisambatra Fanomezana Orlando, un jeune de 24 ans en 2014, SoavAgri a été officialisée en 2017. Cette entreprise sociale et de conservation a pour objectif de se spécialiser dans les produits d'exportation contribuant au développement durable tout en luttant contre la déforestation et le changement climatique.

Disposant de 120 ha de terres dont une partie est destinée au reboisement d'acacias, d'eucalyptus, de ravintsara et de plantes aromatiques, et une autre consacrée aux activités apicoles, l'entreprise SoavAgri collabore avec la communauté locale pour effectuer ces différentes tâches. Les paysans, habitants de la ville de Manakara, de la Commune Rurale de Tatao, et de la Commune Rurale de Mangatsiotra bénéficient de l'appui technique de cette entreprise sociale pour la culture de plants résistants. En tant qu'entreprise de conservation, SoavAgri utilise des engrais biologiques pour le rebouchage des pots et la fertilisation des terrains dédiés à la plantation, mais surtout, les travaux de reboisement et de reforestation qui constituent une priorité pour cette entreprise.

SoavAgri a créé des emplois durables pour des femmes vulnérables, avec pour objectif d'assurer la plantation de cannelle et gérer les ressources sur un terrain de 15 ha pour la collecte des feuilles, la distillation d'huiles essentielles, l'entretien de la plantation, le gardiennage, la récolte du miel, et bien d'autres encore. L'entreprise Soav-Agri contribue à l'amélioration du bien-être social d'un total de 107 ménages, grâce à la création d'emplois directs et de revenus pour les paysans, qui constituent également ses fournisseurs locaux. Ils expriment ainsi leur satisfaction de cette collaboration « *mandavà gn'asa amin'ny SoavAgri hivelomanay, lonoka mba hitohy fehizay fehizay* » (un souhait de continuité du travail avec SoavAgri pour

améliorer leurs conditions de vie). SoavAgri participe activement au reboisement par la fourniture de jeunes plants tels que lianes de vanille, canneliers, girofliers ou ravintsara aux collectivités, coopératives, au secteur privé régional. Ainsi, à travers sa collaboration avec la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable, l'entreprise honore un engagement environnemental en produisant en moyenne 10 000 jeunes plants de rente et autochtones chaque année. De nombreuses entreprises du secteur privé national spécialisées dans l'exportation d'huiles essentielles à Madagascar achètent les produits de SoavAgri.

D'ici 5 ans, l'entreprise SoavAgri vise à devenir une référence régionale dans la production de jeunes plants, d'huiles essentielles destinées à l'aromathérapie et à la cosmétique, ainsi que de miel. USAID Hay Tao apporte actuellement son soutien à l'élaboration et à la mise en place d'un cadre juridique pour les entreprises sociales et de conservation, dont SoavAgri constitue une entreprise pilote.



SoavAgri crée des emplois durables pour les femmes vulnérables, elles sont en charge de la collecte des feuilles

¹Analyse de la couverture forestière de la Conservation International (1990 – 2000), citée dans Monographie Région Vatovavy Fitovinany, 2013

²Monographie Région Vatovavy Fitovinany, 2013

Le Programme USAID Hay Tao est mis en oeuvre par





PROMOUVOIR LA CHAÎNE DE VALEURS MAÏS

Rendement multiplié par quatre dans la Sofia

Dans le cadre de la relance économique face à la pandémie du Covid19, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche via le Programme PROSPERER a décidé d'appuyer les producteurs de maïs dans le district de Mampikony, région Sofia. Une hausse de production de 4t / ha s'observe cette année suite aux différents appuis apportés à travers l'initiative « Voly katsaka ».

Ces appuis consistaient pour les petites entreprises bénéficiaires en fourniture de semences de maïs IRAT 200 et PANNAR 12, d'engrais et de labour par tracteur. En aval, elles ont été mises en relation avec les marchés via le concours de la Chambre de Commerce Internationale. Puis, elles ont suivi une formation sur la technique de plantation et sur la lutte contre les chenilles légionnaires. Et pour mieux disséminer les bonnes pratiques culturales, le Programme a mis en place une parcelle de démonstration dans le fokontany Tsimijaly.

Les résultats sont très encourageants car le rendement a pu être multiplié par quatre à raison de 4t/ha au lieu d'1t/ha précédemment. Le couplage des producteurs avec



Mis en œuvre sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche avec l'appui financier du Fonds d'Intervention pour le Développement Agricole (FIDA), le programme PROSPERER veut promouvoir l'augmentation des revenus par la consolidation des micro-entreprises rurales aux niveaux local et régional. La filière maïs est une des chaînes de valeurs prioritaires appuyées par le Programme dans les régions d'intervention.

les opérateurs de marchés a aussi été une réussite car de nombreux producteurs du district de Mampikony ont pu approvisionner de grandes entreprises comme la société LFL qui achète les maïs à 850Ar le kilo.

Plus de 1 800 tonnes de maïs sont en vue dans ce district sur une superficie de 860 ha. Environ 430 producteurs sont appuyés par le Programme PROSPERER cette année 2020.

La lutte contre la chenille légionnaire renforcée dans l'Atsinanana et l'Analanjirofo

Avec l'appui technique de la Direction de la Protection des Végétaux (DPV), le Programme PROSPERER appuie les producteurs de maïs dans la lutte contre la chenille légionnaire afin de sécuriser la production.

Environ 50 ha de terrains appartenant à 150 producteurs de maïs regroupés en trois coopératives ont pu alors être protégées à Niarovana Caroline dans la commune Ilaka Est, district de Vatondrany, région Atsinanana, suite à l'installation de 250 pièges à phéromones. Dans l'Analanjirofo, les paysans ont été appuyés dans la « lutte gasy » c'est-à-dire la lutte mécanique avec

utilisation de pesticides. Afin de booster la filière, ils ont également bénéficié de semences IRAT 200, de formations techniques, de labour par tracteur sur les champs appartenant aux Micro Entreprises Rurales.

En tout, dans les grands bassins maïsicoles des 22 régions de Madagascar, le programme Prosperer compte installer 30 000 « pièges à phéromones » pour le suivi de l'évolution des chenilles légionnaires d'automne.

Extension de surfaces maïsicoles

Afin de booster la production de maïs et atteindre l'autosuffisance alimentaire, le MAEP à travers le programme PROSPERER financé par le FIDA s'active dans l'extension des surfaces de production. En tout 150 Ha de surfaces nouvelles, dont 80Ha de surfaces déjà labourées par les tracteurs ont été apportées à la région Atsinanana.

Notons qu'avec la mise en place du système de régulation des flux (importation-exportation) de maïs en collaboration avec le Ministère du Commerce et le secteur privé, 150 000 tonnes de maïs grain ont été rendus disponibles pour l'agro-industrie et 50 000 tonnes ont pu être exportées vers l'île Maurice à la fin de l'année 2019.



FORMAPROD

UN JEUNE APICULTEUR QUI GAGNE BIEN SA VIE

Donné vient tout juste d'avoir 25 ans, il est le 4^{ème} enfant de la fratrie et comme bon nombre d'enfants ruraux, il a été contraint d'abandonner l'école en classe de 8^{ème}, faute de moyens. Évidemment, le jeune garçon ne pouvait compter sur personne pour préparer son avenir.

Sans diplôme ni qualification pour un métier

Sans diplôme ni qualification, Ramiandrisoa Donné n'avait rien qui pourrait lui procurer de revenu. Ne sachant pas quoi faire, il côtoyait des apiculteurs dans son entourage et copiaient ce qu'ils font. Heureusement que Miarinaravatra, son village natal est propice à l'apiculture du fait de sa proximité avec le corridor forestier Fandriana-Vondrozo. Avec son grand frère, Donné a commencé l'apiculture en 2008, « j'ai choisi cette activité car c'est la seule que je puisse faire étant donné le moyen dont je disposais pour démarrer » dit-il. Et il a débuté avec quelques ruches conventionnelles qu'il a lui-même confectionnées. Au fur et à mesure que les années passent, le jeune garçon s'est rendu compte que ses récoltes n'étaient pas satisfaisantes et qu'il pourrait faire mieux.

60.000 jeunes formés et 35.000 installés en sept ans :

Le parcours de Donné illustre bien l'amélioration des conditions de vie des 35.000 jeunes installés et exerçant les métiers agricoles grâce aux appuis du MAEP et du FIDA à travers le Programme FORMAPROD. Actuellement, à la huitième année de sa mise en œuvre, le Programme a pu former 73 000 jeunes repartis dans ses 13 régions d'intervention à Madagascar. Certes, le Programme ne prétend pas résoudre tous les problèmes de chômage touchant les jeunes ruraux malgaches, mais sa contribution constitue une étape cruciale dans la mutation du domaine de la production agricole à Madagascar, en assurant une augmentation tangible de la production conduisant ainsi à l'autosuffisance alimentaire, Velirano du PRM assigné au Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche.



Un revenu mensuel de 1.600.000Ar

Et les résultats ne se sont pas fait attendre, l'activité du jeune Donné a connu un développement rapide car en deux ans et demi d'exploitation, le nombre de ses ruches est passé de 10 à plus de 100. Il récolte du miel jusqu'à 8 fois l'année contre 3 fois auparavant. Avec environ 1.000 litres de miel par an, le jeune homme gagne bien sa vie. Il estime son revenu mensuel à 1.600.000 Ar pendant les six mois de production de miel, étant donné que le litre se vend en moyenne à 10.000 Ar. Par ailleurs, se comportant en jeune entrepreneur dynamique, il a acheté 10ha du terrain à proximité de la forêt pour étendre son activité car il table sur 200 ruches en 2022. Quant à la commercialisation, Donné s'est regroupé avec quelques apiculteurs dans une association dénommée « Fihari-mamy » afin de faciliter la vente du miel vers Antananarivo et dans les provinces. Par conséquent, il peut écouler sans difficulté ses produits même pendant la période de confinement. « Je me vois dans un avenir prometteur car étant encore célibataire, je dispose déjà de deux maisons en dur » dit-il avec fierté.

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY

PHASE-II



2020 EN CHIFFRE POUR AD2M

Les principaux résultats :

- ▶ 12.500 ménages touchés directement par les activités du Projet
- ▶ 910ha de nouvelle superficie irriguée cultivable
- ▶ 6% d'augmentation du Score de Consommation Alimentaire des ménages bénéficiaires
- ▶ 80% des femmes bénéficiaires déclarant une diversité alimentaire minimale
- ▶ Rendements moyens enregistrés :
 - Riz : 4t/ha sur périmètres irrigués, 2,7 t/ha sur périmètres d'épandage des crues, 2,1t/ha sur rizières sans maîtrise d'eau
 - Haricot : 1,3t/ha
 - Pois de cap : 1,2t/ha
 - Maïs : 1,9t/ha en pluvial et 2,7t/ha sur baiboho
- ▶ 1.113 tonnes de maïs et 174 litres de miel vendus à travers le couple OP/OM

Le COVID 19 a tout chamboulé
Mais cela ne nous a pas empêché d'avancer
Même à petits pas...
Les résultats sont là.



Les principales réalisations :

- Achèvement des travaux d'aménagement neuf du périmètre irrigué de Vondrove 1ère tranche (910ha), CR Beharona, District Manja, Région Menabe
- Achèvement des travaux confortatifs sur le périmètre de Tsaraotana (750ha), CR Tsaraotana, District Belo sur Tsiribihina, Région Menabe
- Travaux avancés à 65% pour le lot 1 du périmètre de Beboka (1.600ha), CR et District d'Antsalova, Région Melaky
- APD en régie et lancement des travaux pour 4 micropérimètres d'une superficie totale de 200ha
- Réhabilitation de la piste Tsaraotana-Ambatomisay (4,3km), CR Tsaraotana, District Belo sur Tsiribihina, Région Menabe
- Traitement de points noirs sur une piste de 34km : RNT8- Tsaraotana et sur RIP 205 menant vers le périmètre de Lavaheloka, CR Antsoha et Tsaraotana, District Belo sur Tsiribihina, Région Menabe
- Elaboration de 6 Schémas d'Aménagement Communal, dans la Région Menabe
- En collaboration avec ORN : 252 jardins potagers installés et 77 séances de démonstration culinaire réalisés
- 699 certificats fonciers délivrés aux 603 bénéficiaires
- 27 champs écoles paysans agricultures en place touchant 5368 producteurs sur 1.350ha
- 45 champs écoles paysans élevage appuyés touchant 344 éleveurs, concernant la porciculture et l'apiculture.
- 146.670 jeunes plants reboisés, dont 94.300 fruitiers (à majorité d'agrumes)
- 634 foyers améliorés, économes en bois, diffusés
- 37 établissements scolaires et 3280 personnes sensibilisées à travers l'éducation environnementale
- Production de 420kg de semences souche de pois de cap sans menamaso avec FOFIFA
- 38 tonnes de semences améliorées produites par les PPS
- 49 microprojets appuyés, touchant 345 vulnérables

FONDS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



LE FDA VERS LA PERFORMANCE

Le Fonds de Développement Agricole (FDA) est un outil de financement créé au service et en cohérence avec la politique et les stratégies sectorielles (Agriculture, Élevage et Pêche) qui mettent l'accent sur le développement et la structuration des services de proximité aux producteurs.



Pour l'atteinte de sa mission, le FDA travaille en étroite collaboration avec des partenaires techniques et financiers. En plus des ressources de l'Etat malagasy, le FDA bénéficie de l'appui financier des principaux partenaires au développement tels que le FIDA à travers le programme DEFIS, l'Union européenne à travers le projet FANDROSO du Programme RINDRA, l'Agence Française de Développement à travers le projet PAPAM.

Les fruits de ces collaborations se matérialisent par le financement des réhabilitations de plusieurs périmètres irrigués et infrastructures hydroagricoles, la subvention des producteurs à l'acquisition de matériels et équipements agricoles ainsi que des intrants productifs, la construction de greniers communautaires villageois (GCV) et la formation des producteurs. Le nombre de projets financés à travers le FDA profitent à des milliers de bénéficiaires chaque année.

La stratégie du FDA est de s'insérer efficacement dans un schéma global de financement du secteur agricole pour agir en complémentarité avec les outils existants et en synergie avec les interventions des Projets/Programmes et les Organisations des Professions Agricoles.

Les partenariats techniques se trouvent également au cœur de la stratégie du FDA, plusieurs collaborations techniques ont été concrétisées à savoir avec la Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE), la Malagasy Dairy Board (MDB), le projet PaPriz et le Projet PrAda. L'objectif commun étant l'atteinte de l'augmentation de la production, l'amélioration de la productivité et les revenus des producteurs à travers l'amélioration de la qualité des demandes de subvention remontées au niveau du FDA.

L'année 2020 est marquée par la couverture nationale du FDA. En effet les 22 Régions ont désormais leur antenne « **FDAR** » respective.

Dans cette optique, afin de renforcer sa performance, le FDA mise sur son capital humain. Ainsi, un team building a été organisé fin Novembre afin de promouvoir la responsabilisation de chaque cadre du FDA quant à sa mission au niveau de son équipe, de son institution et de son pays. A l'issue de l'atelier, une charte de travail a été adoptée, charte qui prône les valeurs que le FDA veut porter au cours de l'année 2021, à savoir « l'excellence, l'ouverture aux autres et la volonté ».



Pour FDA, 2021 se trouve être une année pleine de challenges. Il ambitionne de :

- ▶ Contribuer à l'atteinte du Velirano n°09 du Président de la République de Madagascar à savoir « l'autosuffisance alimentaire et la modernisation du secteur agricole ».
- ▶ Constituer un outil efficace pour l'atteinte de la politique sectorielle du MAEP, entre autres le développement des services de proximité aux producteurs.
- ▶ Mettre en place un mécanisme de financement pour mieux accompagner la politique sectorielle.
- ▶ Concrétiser la stratégie de pérennisation des sources de financement du FDA.



LE PROJERMO PROMET LE DÉCOLLAGE DES RÉGIONS BONGOLAVA ET AMORON'I MANIA

Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, objet du Velirano N°9 du Président de la République Andry Rajoelina, le MAEP s'est fixé comme objectif de produire 500 000 T supplémentaires de riz par an, l'extension de la superficie agricole à 500 000 ha et la mise en œuvre de techniques agricoles performantes. La concrétisation effective et efficiente de cette vision passe à la vitesse supérieure dans la Région Bongolava par le biais du Projet Jeunes Entreprises Rurales du Moyen Ouest (PROJERMO) du MAEP, financé par la Banque Africaine de Développement.

11 024 ha de nouveaux terrains pour booster l'entreprenariat des jeunes entreprises rurales

Le projet vise la promotion et l'émergence de Jeunes Entreprises Rurales (JER) à travers l'aménagement, la mise en valeur agricole et la sécurisation foncière de 4 Zones d'Emergence Agricole (ZEA) à savoir : dans le Bongolava, à Andoharano, commune rurale d'Ambohitromby, Tsimahabeombyet Ampandrambe, commune rurale d'Ambatomainty Sud ; puis dans l'Amoron'i Mania, à Beanatsonga, commune rurale de Mandrosonoro.

La mise en place d'un système dynamique de promotion de jeunes entreprises agricoles est en bonne voie à travers la viabilisation des ZEA. Aussi, 11 024 Ha de ZEA délimités et répartis en lotissements sont désormais prêts à être octroyés aux jeunes entrepreneurs grâce à une collaboration avec la Direction générale de la sécurisation foncière (DGSF). Le labour a été réalisé sur 2 574 ha. Et après 3 ans d'exercice, ces jeunes entreprises auront leurs titres fonciers en main.

Le projet a aussi construit 40 logements pour accueillir les jeunes entrepreneurs dont 20 à Ambatomainty Sud et 20 à Beanatsonga. Des appuis sont offerts aux jeunes entreprises recrutées tels l'accompagnement pour la préparation de business et des renforcements de capacités. La liaison avec les banques est ensuite assurée pour le financement à taux d'intérêt minimum.



Labour ZEA Andoharano Commune Ambohitromby, District Fenoarivobe



Barrage Andoharano Commune Ambohitromby Dist Fenoarivobe

Les producteurs autochtones sont les premiers servis par le projet

La Région de Bongolava possède de fortes potentialités agricoles mais les rendements souffrent de la détérioration des sols. Pour y remédier et augmenter la production, le PROJERMO a :

- appuyés 82 Producteurs et multiplicateurs de semences dont 26 dans la Région de Bongolava et 56 dans la Région Amoron'i Mania.
- distribué 206T d'intrants agricoles avec des renforcements de capacités techniques pour les producteurs.
- innovés et construits 22 barrages irriguant 2064 ha de périmètres



Plantation Arachide ZEA Beanatsonga Commune Mandrosonoro District Ambatofinandrahana

Les pistes jouent un rôle très important sur le plan économique et social du pays, dans la mesure où elles permettent aux populations rurales d'écouler leurs produits agricoles, c'est dans cette optique que 165 Km de pistes rurales ont été réhabilitées dans le District de Fenoarivobe et Tsiroanomandidy (Tindoha - Ambatobe - Androtra - Belobaka ; Manakambahiny - Bevato - Ankadibevava - Ambatomainty Sud - Ambohitromby).

La sécurisation foncière tient une place importante dans le développement rural, pour assurer les producteurs, parmi les 07 construits guichets fonciers, 04 sont actuellement opérationnels et 4 130 certificats fonciers ont été distribués aux autochtones du District de Tsiroanomandidy.

La santé du producteur est le premier garant de la production d'où la construction de 02 CSB et de 14 puits par le projet. Toujours dans le volet social, le projet a mis sur pied un plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) par le biais duquel

- 4 740 moustiquaires ont été distribuées dont 3 290 pour la Région de Bongolava et 1 050 pour la Région Amoron'i Mania,
- 6 299 individus dépistés dont 3 732 pour la Région de Bongolava et 2 567 pour la Région Amoron'i Mania,
- 09 comités de lutte contre les feux de brousse ont été mis en place dans les 02 Régions dont 04 comités de lutte pour la Région de Bongolava et 05 comités de lutte pour la Région Amoron'i Mania, pour le volet environnement,
- des matériels de lutte contre les feux de brousse (20 Brouettes, 40 Pelles, 60 Angady, 60 Râteaux, 18 Sifflets, 60 haches et 50 Seaux) ont été acquis et en cours de distribution
- 5 250 m² de talus et des canaux protégés contre les érosions hydriques dans la Région de Bongolava,
- 4 000 jeunes plants fruitiers distribués dont 2 500 dans la Région Bongolava et 1 500 dans la Région Amoron'i Mania.

La sécurisation communautaire est primordiale pour rassurer les JER ainsi que les autochtones producteurs, c'est dans ce cadre que 03 postes de la gendarmerie seront construits dont 02 à Ambohitromby et 01 à Ambatomainty Sud. Les infrastructures pour l'installation des JER sont tous mis en place, de ce fait la Région Bongolava connaîtra une croissance économique durable et le PROJERMO peut se désengager progressivement.



CASEF EN PREMIÈRE LIGNE !

La chaîne de valeur grenadelle a pris de l'essor à Madagascar depuis ces cinq dernières années, principalement dans la partie Est de l'île. La grenadelle est commercialisée sous forme de fruits frais pour le commerce et la consommation local et sous forme de jus de fruit de la passion frais pour le commerce local ou exporté ; mais également en pulpe de fruit et de jus pour l'exportation. Toutefois, la principale voie de valorisation reste la transformation car la commercialisation de ce produit sur les marchés locaux demeure limitée.



Plantation de grenadelle à Ihotsika à Toamasina II

Malgré une demande en forte croissance auprès des exportateurs, les paysans producteurs de grenadelle n'arrivent pas à satisfaire cette demande grandissante.

Il faut se dire que pour cette chaîne de valeur, les productions proviennent des cultures spontanées voire sauvage et souvent, ne respectant pas la qualité commerciale exigée par les transformateurs notamment en matière de calibre et de taux en sucre.

Fort de ce constat, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), à travers le projet CASEF, a engagé depuis 2019 des démarches pour promouvoir et structurer la chaîne de valeur grenadelle, principalement sur la côte Est de Madagascar.

Ainsi et pour ce faire, le CASEF a mandaté son assistance technique en l'occurrence le consortium INSUCO-CTHT-CIRAD pour former les paysans sur la production de plants de grenadelle et l'installation de nouvelles plantations selon des normes techniques rigoureuses. Plus de 1000 paysans ont pu être formé depuis 2019.

Le CASEF mobilise également des techniciens agricoles, formés par le Centre Technique Horticole de Toamasina (CTHT), pour assurer des formations et de suivis techniques réguliers auprès d'une vingtaine d'organisations de producteurs bénéficiaires du projet. Ces techniciens qui forment des « *paysans relais* » mobilisés par les organisations de producteurs, qui assurent la diffusion des techniques à tous les membres de l'organisation.

Par ailleurs, le projet CASEF ont également fournis des intrants (semences, sachets plastiques pour pépinière), des petits matériels (arrosoirs, sécateurs) à des organisations de producteurs, des coopératives pour les inciter à s'investir sur la culture de la grenadelle.

Pour cette année 2020, 80 000 plants de grenadelle ont pu être installés en plantation dans la partie Est. Action qui devait générer 500 tonnes de production pour la campagne 2021 et ce, malgré l'impact négatif très important de la pandémie de covid19 sur la capacité des paysans à entretenir leur plantation.

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IDENTIFICATION ET DE TRAÇABILITÉ DES ANIMAUX BOVINS ET PETITS RUMINANTS

CASEF EN APPUI !

La mise en place d'un système d'identification et de traçabilité pour 15000 têtes de bovins et 12000 têtes d'ovins et caprins dans le Sud de Madagascar figure parmi les activités appuyées par le projet CASEF. Pour ce faire, la contribution de CASEF consiste en la dotation aux animaux, se trouvant dans ces régions de boucles améliorées.

Dans cette optique, le projet CASEF veille à ce que l'ensemble des achats et activités prévus soient en cohérence avec le dispositif qui sera retenu par le Gouvernement Malgache et permettre par la suite son extension à l'ensemble des bovins du pays.

A noter que tous les éléments nécessaires pour la mise en place de ce système d'identification et de traçabilité existent à Madagascar.

Le bokin'omby, le FIB, la boucle ordinaire de marquage, sont déjà des outils utilisés par l'Administration malgache dont la Direction des Services Vétérinaire, les Vétérinaires Sanitaires, sans oublier les CTD et les forces de l'ordre.

Le défi majeur pour l'atteinte de cet objectif reste le rassemblement de tous ces éléments dans une base de données numérique unique, fonctionnelle, cohérente et fiable et qui sera consultable par les acteurs suivant leur niveau d'accès.

Pour que le système fonctionne, une appropriation du système par tous les acteurs de la filière et leur participation active dans la fourniture et la mise à jour des données concernant chaque animal est nécessaire.

En outre, la mise en place d'un système de contrôle efficace de la base de données, du marquage des animaux et du mouvement des animaux reste primordial.



LANCEMENT DE L'OPÉRATION DE CERTIFICATION FONCIÈRE MASSIVE À ITASY



Délimitation de la zone objet de l'OFCM à Ambatomanjaka, Septembre 2020

Avec sa composante relative à la « *Politique Foncière et enregistrement des droits fonciers* », le projet Croissance Agricole et Sécurisation foncière a pour mandat de mener à grande échelle la sécurisation foncière des occupants légitimes des parcelles privées non titrées et occupées avec la délivrance des certificats fonciers.

Deux millions de Certificats fonciers, qui est un document de preuve légale de droits de propriété, sont à produire avec l'appui du projet CASEF d'ici Décembre 2022. Le projet intervient dans 5¹ régions de Madagascar depuis l'année 2017 jusqu'à maintenant, et une extension dans 9 autres régions sera effective d'ici 2021.

L'atteinte de l'objectif du projet CASEF en matière de certification foncière est un défi ambitieux non seulement pour le projet mais également pour l'Etat Malagasy en collaboration avec l'administration foncière rattaché au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics.

Pour ce challenge, une nouvelle méthodologie « *Opération de Certification Foncière Massive* », préconise une amélioration du processus de certification foncière l'émission des Certificats Fonciers de qualité par les Guichets Fonciers communaux

En conformité avec les prescriptions légales et réglementaires, notamment de la Loi n° 2006 031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété privée non titrée et son décret d'application, des actions de contrôle qualité sont opérées avec le concours du projet CASEF et de la Direction d'Appui à la Gestion Foncière Décentralisée pour garantir et asseoir la qualité certaine des certificats fonciers

Avec l'appui du Projet CASEF, Itasy est la première région à avoir expérimenté cette méthodologie ajustée dans ses zones d'intervention. Un fokontany dans la Commune d'Ambatomanjaka est choisi comme chantier école pour débiter cette opération. Environ 300 demandes y sont déjà reçues. Un déploiement dans d'autres fokontany, d'autres communes et dans les 5 régions d'intervention du projet CASEF, est prévu très prochainement pour pouvoir formaliser plus de 500 000 parcelles d'ici l'année prochaine.

Salohy RAFANOMEZANTSOA, UGP CASEF

¹Analamanga, Antsinanana, Analanjirifo, Itasy, Vakinankaratra



UN TOURNANT DÉCISIF POUR LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE DANS UN PAYSAGE PRÉSERVÉ

Promouvoir l'augmentation de la production agricole tout en assurant la gestion durable des ressources naturelles, tel est le mot d'ordre du Projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage (PADAP), un projet quinquennal cofinancé par la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement et le Fonds pour l'Environnement Mondial. Face à cet objectif d'envergure nationale, le développement du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable d'un Paysage (PAGDP), principal outil de travail du projet, trouve tout son intérêt. Le paysage d'Iazafo, dans la région Analanjirofo, témoigne de l'efficacité de la mise en œuvre de ce plan innovateur.



L'approche paysage au cœur d'un dispositif inclusif pour une vision sur le long terme

La diversité des secteurs d'activités et des acteurs présents au sein d'un paysage est un obstacle transformé en opportunité dans le cadre du projet PADAP. L'approche paysage permet aux parties prenantes de construire des compromis entre les enjeux sociaux, environnementaux et économiques du paysage dans le but d'accompagner le développement agricole durable d'un espace donné. Pour le projet, le paysage représente l'ensemble des bassins hydrographiques impactant un périmètre irrigué donné, mais également un construit social intégrant différents aspects.

Dans sa finalité, le PAGDP offre des orientations se traduisant en stratégie et en plan d'actions multisectoriel. Des outils avec respectivement des fiches techniques ont été développés pour être utilisés à chaque phase de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan.



7 phases clés pour la concrétisation du PAGDP

1 Préparation

Phase d'appropriation des acteurs identifiés et des animateurs locaux, la communication officielle est diffusée sur le lancement de l'élaboration du PAGDP en vue d'une réunion technique de démarrage. La phase de suivi-évaluation, intégrée dans la mise en place du système d'information démarre avec cette première phase.

2 Etat des lieux

Un rapport d'état des lieux découle de l'analyse statistique de la base de données regroupant les informations liées aux ressources naturelles, à l'utilisation de ces ressources et la situation socio-institutionnelle au sein du paysage.

3 Mobilisation des acteurs

Mise en place de l'instance de discussion (plateforme des acteurs) et de l'instance décisionnelle (comité de pilotage), l'équipe projet jouant un rôle de médiateur.

4 Diagnostic participatif et vision collective

Consolidation des données de l'état des lieux et affinage à travers un diagnostic et l'élaboration d'une vision à l'échelle communale – phase clôturée par un atelier de validation.

5 Planification collaborative

Etape de la version provisoire du PAGDP : identification des unités paysagères au sein du paysage et définition des paniers d'actions correspondants avec une échéance et un budget estimatif. Ateliers successifs de la plateforme et du comité de pilotage pour validation et/ou ajustement des documents ainsi produits.

6 Système d'information et suivi-évaluation

Cette phase intervient dans l'ensemble du processus. Elle permet de mettre en œuvre le PAGDP de façon adaptative à travers l'élaboration de cadre logique et des orientations pour l'établissement de situations de référence sur la base des données collectées concernant l'atteinte des objectifs et la capitalisation de leçons apprises. Les systèmes d'information et de suivi-évaluation font l'objet d'ajustement à l'issue de test d'opérationnalisation.

7 Finalisation

Document finalisé et plan de promotion soumis au comité de pilotage pour validation. La version finale est restituée aux membres de la plateforme des acteurs tandis que le plan de promotion est finalisé par l'équipe projet.



Quand le PAGDP se traduit en résultats palpables : Cas de la réhabilitation du périmètre d'Iazafo

Le paysage d'Iazafo s'inscrit dans les districts de Fénérive Est et de Vavatenina, dans la région Analanjirofo. Ce paysage fait l'objet d'un atout économique important pour cette partie Est du pays. A l'issue de l'élaboration du PAGDP de ce paysage, 12 paniers et sous-paniers d'actions ont été définis et sont principalement axés sur les besoins de la population en infrastructures, en eau, hygiène et assainissement et dans une moindre mesure, en renforcement de capacité. Leur réalisation effective est estimée à 20 ans avec un budget d'environ 192,8 milliards d'Ariry. Les premières réalisations ont vu le jour grâce au projet PADAP :

- 🏗️ **2 000 Ha sur les 5 000 Ha** de plaine d'Iazafo font l'objet de la première étape de mise œuvre, répartis sur les communes de Mahanoro, Ampasimazava, Maromitety et Antanamarina.
- 🏗️ **Infrastructures** : reconstruction de 16 nouveaux barrages et réhabilitation de 23 barrages.
- 🏗️ Ouverture de 42 km de canaux d'irrigation et renforcement de 3 750m de canaux principaux (béton).
- 👥 Nombre de bénéficiaires : 3 470 (dont 1040 femmes).
- 💰 Total budget : **9 800 000 000 MGA**



Le projet PADAP est actuellement à sa quatrième année et observe 90% de réalisation des activités planifiées par rapport à la superficie prévue être réhabilitée par PADAP (1ère phase) et 36% par rapport à la superficie totale de la plaine rizicole de Iazafo (cas de la CER Analanjirofo). Pour ce qui est du PAGDP, un nombre important des activités recensées dans le document font appel à des financements. La mise en œuvre de toutes ces activités s'avère cruciale pour l'atteinte effective des objectifs ainsi que la dissémination au niveau des autres régions de Madagascar. Cette démarche de plaidoyer est ainsi le prochain défi du projet.

FEL, LEVIER DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE À MADAGASCAR



MISE EN PLACE D'UN ABATTOIR AUX NORMES A TSIROANOMANDIDY

Avec l'augmentation de la demande en consommation de viandes et les normes d'hygiène qui s'imposent, certaines infrastructures d'abattage deviennent obsolètes et représentent un risque sanitaire élevé, aussi bien pour les riverains que pour les consommateurs, mais aussi pour l'environnement.

Conscient de la situation, le MAEP, pour contribuer à l'atteinte de l'objectif N°9 du Velirano qui est l'autosuffisance alimentaire aussi bien en quantité que qualité, s'est engagé à construire des abattoirs qui répondent aux normes sanitaires en vigueur dans son contrat programme.

Par le biais du « Fonds de l'Élevage », un nouvel abattoir a été construit sur un Terrain communal situé dans le Fokontany Andrefan'i Gara, Commune Urbaine de Tsiroanomandidy, Région Bongolava. En même temps, ce nouvel abattoir traduit la promesse présidentielle faite à la population, étant donné que Tsiroanomandidy abrite l'un des plus grands marchés de bovins destinés à l'approvisionnement de la Capitale.

Ce premier abattoir qui servira de référence respecte les normes d'hygiène exigées pour les établissements agro-alimentaires, le bien être animal, et l'environnement. Il dispose, à part les bureaux pour l'Administration et les vétérinaires, d'une grande salle de traitement



dotée de lignes d'abattage automatique, de locaux pour le traitement et le stockage des sous produits, d'une chambre froide positive, d'infrastructures annexes dont parc d'attente d'animaux et incinérateur, plus de matériels techniques et EPI aux normes. Il sera opérationnel au début de l'année 2021.



MISE EN PLACE DE SIX PAVILLONS POUR LE CENTRE DE COLLECTE ET DE DISTRIBUTION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS AGRICOLES A NANISANA



Le FEL participe à la promotion du Centre de Collecte et de Distribution de produits agricoles sis à la MPE Nanisana. Six (06) Pavillons destinés à la vente de produits, matériels et intrants agricoles y ont été construits et équipés de matériels aux normes tels que congélateurs, frigo à armoire vitré, vitrines réfrigérées, trancheuses électriques, bacs en plastique pour transport de poissons vivants, aérateurs, motopompes immergées, bascules électroniques 200 kg, etc.

APPUI à L'AVICULTURE

Le FEL s'active également dans la lutte contre les maladies avicoles et assure un grand support à l'amélioration de l'alimentation animale. Aussi, 10 000 doses de vaccins contre la maladie de New Castle et de Choléra aviaire ont été fournies, ainsi que des sacs de semences fourragères et des jeunes plants pour les ruminants pour la commune Ambatolahy, région Ihorombe. Toujours dans cette voie, la commune d'Ankazoabo a reçu du FEL, des packs de produits vitaminés et de déparasitages.



CAP VERS LA SÉCURITÉ DES PETITS PÊCHEURS MARITIMES

Le projet SWIOFish2 Madagascar vise l'émergence économique à travers l'exploitation durable et rationnelle des ressources halieutiques et de la mer. En parallèle à cette gestion responsable, la sécurité des petits pêcheurs est également primordiale dans l'exécution du projet.

Vue la raréfaction des poissons dans les zones côtières de Madagascar, les pêcheurs se doivent de s'aventurer au large pour pratiquer leur activité. Ce qui est certes plus dangereux, que les pêcheurs se doivent d'être mieux équipés pour s'assurer d'une meilleure sécurité en mer. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du 2ème Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud-Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish2), sous tutelle technique du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) et financé par la Banque Mondiale, petit à petit les dits pêcheurs formalisés (ayant des cartes pêcheurs et membres dans les associations de pêcheurs) seront désormais dotés de kits de sécurité en mer. Les kits se composent de gilets, de miroir réflecteur et de lampe de poche étanche d'une autonomie de 6 à 10 heures. Ces équipements permettront aux pêcheurs de minimiser les risques éventuels d'accidents auxquels ils sont confrontés quotidiennement.

Les kits sont distribués d'abord dans les Zones Ultra-Prioritaires (ZUP) du projet, sis dans les régions : DIANA, au niveau de la baie d'Ambaro de Tsimipaïke d'Ampasindava et de Nosy Be (BATAN) précisément dans les districts d'Ambilobe, d'Ambanja et de Nosy Be ; ANALANJIROFO sur la Baie d'Antongil (BA) incluant les districts de Maroantsetra et de Mananara Nord ; et MELAKY, dans les Districts de Maintirano, d'Antsalova et de Besalampy. Actuellement, 3960 kits ont été distribués lors de la première vague. Une deuxième vague prévoit la distribution de plus de 10 000 kits, les petits pêcheurs sont les bénéficiaires directs du projet. La distribution de ces kits est un volet important et indispensable dans la mise en œuvre de SWIOFish2, dans un sens où la sécurité des pêcheurs prime dans une optique de prolifération du secteur. Et elle vient en complément à la formalisation, les questions d'amélioration de la traçabilité ainsi que d'autres activités dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Rationalité et durabilité

Pour rappel, SWIOFish2 est un projet d'appui institutionnel pour le MAEP. Selon ses objectifs et ses composantes principales, il



Pêcheurs à Mananara Nord après la distribution du kit de sécurité en mer

est mis en œuvre pour améliorer la gouvernance des pêcheries prioritaires et pour promouvoir l'adhésion des populations cibles à la gestion des pêcheries / promotion des activités alternatives. Suivant les grandes lignes de la Politique de Pêche adoptées par le Ministère de tutelle, SWIOFish2 vise en effet l'exploitation durable et rationnelle des ressources halieutiques. Autrement dit, le projet vise à responsabiliser les petits pêcheurs pour la conservation tout en pratiquant leur activité. Dans ce sens, une formation sur les techniques de pêches améliorées et quelques sensibilisations sur les textes réglementaires ont ainsi précédé la distribution de ces kits de sécurité. Des séances de formations des formateurs au niveau des huit districts de ces zones ultra-prioritaires (ZUP) ont été également organisées dans le cadre de l'application des outils de sensibilisation, ainsi que sur la professionnalisation et la sécurité en mer des petits pêcheurs. Les sessions ont été codirigées par la Direction Générale de la Pêche et Aquaculture (DGPA) et la Direction du Développement de la Pêche (DDP) du MAEP, et les représentants de l'équipe du projet.

33 personnes ont bénéficié de la formation, à savoir les représentants des Unités de Gestion Local (UGL) du projet, les Responsables Pêches et Aquaculture (RPA) et leurs collaborateurs sis au niveau de chaque district ainsi que les Responsables Régionales de la Pêche et de l'Aquaculture (SRPA). Ces derniers étant des démembrés du MAEP au niveau local. Après la formation, les agents des UGL seront donc capables d'utiliser les outils de sensibilisation sur les engins et les techniques de pêche prohibées, ainsi que les outils de sensibilisation de la sécurité en mer au niveau des communautés de pêcheurs, également, ils sont attendus à maîtriser les textes régissant la gestion de la petite pêche, l'utilisation des outils de formation sur les principes de base à observer en matière de sécurité en mer et l'utilisation des kits. A leur tour, les UGL pourront essentiellement transmettre leurs acquis en matière de sécurité en mer aux petits pêcheurs, mais également les appuyer et les encadrer dans les pratiques de pêches améliorées.

VALORISATION DES PRODUITS DES PETITS PÊCHEURS ET REMISE OFFICIELLE DE MATÉRIELS

La petite pêche tient une place importante dans le développement socio-économique du pays. Sa production participe largement à l'approvisionnement des marchés, et sa pratique fournit des emplois à la population des zones littorales. A défaut de moyen, les petits pêcheurs sont dans l'obligation d'utiliser des systèmes rudimentaires et archaïques de salage-séchage et de fumage pour la transformation et/ou valorisation des produits halieutiques. Pourtant, cette pratique, conduit souvent à la détérioration de la qualité des produits ou encore l'augmentation de la perte post-capture. La maîtrise des techniques de transformation et/ou de valorisation par les petits pêcheurs devient alors essentielle.

Convaincu de ce rôle non-négligeable de la production de la petite pêche dans la Grande Ile, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), à travers la Direction de la Commercialisation et Valorisation des Produits Halieutiques (DCVPH), sous la Direction Générale de la Pêche et Aquaculture (DGPA), encourage le renforcement de capacités des petits pêcheurs. Dans cette optique, avec l'appui du Projet SWIOFish2, le lancement officiel de la distribution des matériels de transformation et/ou valorisation s'est tenue à Nosy Be au mois d'octobre 2020.

A noter qu'une formation sur les techniques de transformation des produits des petits pêcheurs, axée sur l'hygiène et la salubrité, la technique de séchage, salage et de fumage a précédé cette remise de matériels. Environ 1500 pêcheurs ont participé à cette formation. Ainsi, les petits pêcheurs et groupement de pêcheurs ayant adopté les techniques vulgarisées bénéficieront de ces matériels : Cuvettes et seaux, couteaux et machettes, planches à découper et claies de séchage améliorées.

La dotation de matériels se poursuivra dans les 3 zones d'intervention du projet SWIOFish2, notamment la Région Melaky, la Baie d'Antongil et la Région Diana (Zone BATAN : Baie d'Ampasimbava, Tsimipaïka, Ambaro et archipel de Nosy Be).



Claire de séchage



Femmes pêcheurs recevant les matériels

CLÔTURE OFFICIELLE DE LA FORMATION EN ALGOCULTURE ET HOLOTHURICULTURE DES AGENTS DE PÊCHES



Dans le cadre du renforcement de capacités des techniciens de la Direction d'appui au Développement de l'Aquaculture (DDA) et des techniciens responsables de l'Aquaculture, la formation des agents de pêches en Algoculture et Holothuriculture qui s'est déroulée dans la région Atsimo-Andrefana, pris fin ce jour.



La cérémonie de clôture officielle de la formation a été honorée de la présence du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche, représentant de Monsieur le Ministre Fanomezantsoa Lucien RANARIVELO. Avec l'appui institutionnel du Projet SWIOFish2, le ministère à travers et sa Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture (DGPA) s'aspirent à un développement d'une aquaculture durable. Une détermination sectorielle qui rejoint parfaitement la vision du Président de la République de Madagascar, SEM Andry Rajoelina, sur la nécessité d'une gestion durable des ressources naturelles dans la concrétisation du processus d'émergence de Madagascar.

Notamment, cette formation a été programmée par la DDA afin que les techniciens de la DGPA acquièrent les connaissances et expériences nécessaires en algoculture et holothuriculture. Les sessions ont été axées, en effet, sur les systèmes de culture d'algues marines et de la spiruline *Arthrospira platensis*, les cycles biologiques et les techniques d'élevage respectifs d'holothuries et d'algues, les critères d'identification des sites favorables à l'algoculture et l'aménagement des lieux de culture, également les exigences en matière de conservation de l'environnement, la gestion d'alimentation et des maladies, les traitements post-récolte ou encore les analyses socio-économiques des filières.

Efficacité opérationnelle

Fin prêts. Ces 52 agents des services décentralisés du Ministère, notamment les chefs de service régionaux de la pêche et de l'aquaculture (SRPA) et les responsables pêche et aquaculture au niveau des Districts, ont suivi la formation dispensée auprès de l'Institut Halieutique et des Sciences Marines (IH.SM) de l'Université de Toiliara. Concrètement, ce renforcement de capacité s'est basé sur des cours théoriques et étant à la fois soutenu par des sessions pratiques dans le but d'atteindre cette efficacité opérationnelle pour ces agents, dans la conduite de leurs missions respectives. Fraichement formés, ils pourront désormais apporter et partager leurs expertises auprès des communautés d'aquaculteur répartis dans les 22 Régions de Madagascar. Autrement dit, ces responsables sont attendus à vulgariser les acquis de la formation pour développer, d'une manière durable, l'aquaculture marine dans toute l'Ile. A noter que « l'augmentation de la production halieutique est l'une des principaux moyens qui contribue à l'autosuffisance alimentaire et qui augmente le revenu des communautés des pêcheurs » et déjà, différentes Régions de Madagascar sont favorables à l'algoculture et à l'holothuriculture comme Atsimo Andrefana, DIANA, SAVA et Analanjirifo, selon des études menées antérieurement.

OPTEZ pour la qualité



Machine
à traire avec
un bidon



Machine
à traire avec
deux bidons



✓ Pratique
✓ Utile
✓ Durable



SWIOFish 2

Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project
Deuxième projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud-Ouest de l'Océan Indien.

SWIOFish 2

Appui au Secteur Pêche et des Ressources Halieutiques à Madagascar

Tutelle technique: Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche - MAEP.

Financement: IDA, GEF, PHRD

LE PROJET SWIOFISH

2

COMPOSANTES

- C1** Renforcement de la collaboration régionale,
- C2** Amélioration de la Gouvernance des Pêcheries. Prioritaires
- C3** Appui à l'Adhésion des Populations Cibles à la gestion des Pêcheries cibles/ Promotion des Activités Alternatives,
- C4** Gestion et Coordination du projet au niveau national.

FILIERES PRIORITAIRES

Crabe
Langouste
Poulpe
Poissons démersaux
Crevette
Holothurie
Thon

BENEFICIAIRES DU PROJET

- Communautés des petits pêcheurs
- Administration
- Plateformes et Sociétés Civiles du Secteur
- Secteurs Privés



“Un modèle de déconcentration partant de la base par appui institutionnel”



ZONES D'INTERVENTION

ZUP: Zones Ultra-Prioritaires, 3 régions choisies parmi les zones ayant des PAP (Plan d'Aménagements des Pêcheries).

Zone BATAN (Bois d'Ambar, de Tsimpa et d'Ampahadava et de Nosy Be - Région D'Atsina).

Zone BA (Sala et Antongil - Région d'Analanjato)

Zone Manfrano Antakava, Besatampy (Région Melaky)

ZP: zones prioritaires, 2 régions actuellement en phase de mise en place des PAP.

Région Atsimo-Atsimanana

Région Androy

Dans tout Madagascar dans le cadre de l'appui institutionnel.